

Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.

Note réactive du mois

N° 57 – Grèce



Si la Grèce ne fait plus la une des journaux et si la menace d'une sortie de l'euro semble s'éloigner, la situation économique et sociale du pays n'en demeure pas moins très préoccupante. Pour y faire face l'Administration grecque se voit engagée dans de profonds bouleversements.

[en savoir plus](#)

Actualité de la gestion publique

1 - Gestion de la performance (budget, indicateurs, audits)

Royaume-Uni



Les directeurs d'école pourront désormais **lier le traitement des professeurs à leurs performances**. Les premières augmentations applicables selon cette méthode interviendront en septembre 2014. Elles pourront être supérieures à celles du précédent système, devront permettre de retenir les meilleurs professeurs et de rendre plus attractive la carrière professorale, assure Michael Gove, ministre britannique de l'Éducation. **Chaque école pourra fixer elle-même les modalités de mise en place** de cette nouvelle rémunération qui doit, à terme, supplanter l'augmentation à l'ancienneté, supprimer les montants minimaux et maximaux et instaurer des bonifications pour Londres et sa banlieue.

[en savoir plus](#)

Norvège



Dans le cadre de son programme de comparaisons internationales « Value for Money », l'OCDE, après avoir évalué les réformes précédemment mises en œuvre, a émis **plusieurs recommandations pour améliorer l'efficacité de l'État** : renforcer la politique de (dé)régulation, réduire le nombre de ministères et améliorer la coopération entre eux, numériser les services publics et mettre en commun les services support en vue de réaliser des économies, **adopter des lois de finances pluriannuelles fondées sur des audits de performance systématiques**, répondant aux standards internationaux et réalisés par des unités d'audit internes aux ministères.

[en savoir plus](#)

Slovénie



La Cour des comptes slovène a accueilli les 13 et 14 septembre la réunion annuelle du groupe « V4 + 2 » (groupe Visegrad : Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie auquel s'ajoutent l'Autriche et la Slovénie). Ce groupe est une subdivision régionale de l'INTOSAI (**Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques**) Le thème choisi cette année par les présidents de ces six juridictions nationales était « **l'analyse du risque dans l'examen des comptes publics** ». L'accent a notamment porté sur la mise en place du « [Performance Measurement Framework](#) », l'outil de mesure de la performance reposant sur 24 indicateurs et développé par l'organisation mondiale.

[en savoir plus](#)

2 - Organisation et mise en œuvre du service public

Allemagne



Instituées par le Traité de Lisbonne, les **initiatives citoyennes européennes** permettent aux citoyens de l'UE de participer directement à l'élaboration des politiques européennes **en invitant la Commission européenne à présenter une proposition législative**. Pour être recevables, ces ICE doivent recueillir un minimum d'un million de signatures émanant d'au moins un quart des États membres de l'Union (7). Le nombre de signatures par pays doit en outre correspondre à, au moins, son quota de députés européens multiplié par 750 (soit, pour la France, 55 500 signatures). Dans chaque État membre, une autorité de validation est chargée de vérifier, pour le compte de la Commission, la recevabilité des initiatives. En Allemagne, c'est le bureau fédéral de l'Administration (Bundesverwaltungsamt) qui assure cette fonction. Il vient de recevoir sa première initiative à examiner, intitulée « **L'eau est un droit humain** » qui a recueilli 1 857 605 soutiens dont plus d'1,3 million en Allemagne.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

Espagne



Le Conseil des ministres vient d'approuver la **loi de rationalisation et de soutenabilité de l'administration locale** (Ley de Racionalización y Sostenibilidad de la Administración Local) qui va **contraindre ces administrations (municipalités et provinces) à se coordonner – voire à fusionner –** pour assurer les services publics de base, dès lors qu'elles compteront chacune moins de 20 000 habitants. Elles seront également obligées de rendre public leur budget, sous peine de voir leurs dotations réduites et de devoir diminuer le nombre de leurs agents. Le gouvernement espère parvenir ainsi à une économie de 8,024 millions d'euros entre 2013 et 2019.

[en savoir plus](#)

Finlande



Afin d'assurer **l'égalité d'accès aux services publics**, en tout point du territoire, le pays vient de lancer le projet « Public Sector Customer Service Development » pour créer des guichets uniques partout dans le pays. Ces points d'accueil, opérationnels à partir de 2015, rassembleront les services de l'emploi, des impôts, des greffes, des transports, de l'environnement, ainsi que les missions assurées par les municipalités. Ces dernières pourront, par ailleurs, passer des accords de partenariat avec la sécurité sociale finlandaise. À terme, plus aucun citoyen **ne devrait être éloigné de plus de 40 km d'un guichet**, « par train ou par rail », une décision importante dans un pays très étendu et comptant des zones très peu peuplées.

[en savoir plus](#)

3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

Australie



Le thème choisi par l'Institut de l'administration publique australienne (IPAA) pour sa prochaine conférence annuelle est « **au service de l'Australie au XXI^{ème} siècle** ». Cette manifestation coïncidera, cette année, avec le centenaire de la capitale fédérale, Canberra. **Des cadres dirigeants de la fonction publique et des sociétés ou organisations travaillant pour le secteur public ainsi que des universitaires y dialogueront**. Cette conférence clôturera la **grande campagne** lancée par l'Institut auprès des jeunes cadres de l'Administration dans laquelle il leur est demandé « **d'imaginer à quoi ressemblera l'Administration de la seconde moitié du XXI^{ème} siècle** ».

[en savoir plus](#)

Danemark



Avec un **taux de divorce** (42 % des mariages) qui figure déjà parmi les plus élevés au monde, le pays « **facilite** » **encore plus cette procédure**. La nouvelle loi permet en effet aux couples souhaitant se séparer – sur la base du consentement mutuel exclusivement – **d'effectuer leur démarche en ligne** après s'être authentifiés comme ils le font déjà pour leur déclaration de revenus. Une fois la demande transmise, il suffit d'attendre la confirmation de l'Administration qui entérine le divorce. Les six mois de séparation correspondant à une période de réflexion obligatoire ont aussi été supprimés. Seul point d'ombre : choisir de faire sa démarche en ligne **coûte plus cher aux intéressés** (900 couronnes au lieu de 500 actuellement).

[en savoir plus](#)

Irlande



Une loi sur la « liberté d'information » (Freedom of Information Bill) vient d'être adoptée pour **étendre les dispositifs « d'ouverture, de transparence et de fiabilité des informations » au secteur public**. La nouvelle loi supprime, en particulier, certaines restrictions qui avaient été introduites en 2003 et qui concernaient, entre autres, la Défense et les relations avec l'Irlande du Nord. Les administrations et organismes publics devront, en outre, **moderniser et dématérialiser**, pour en faciliter l'accès, toutes les informations qu'ils seront chargés de diffuser. De même, et afin d'éviter les redondances, ils devront **mettre l'accent sur la coordination** et utiliser au maximum les liens et renvois vers les sites publiant l'information originale.

[en savoir plus](#)

4 - Gestion des ressources humaines

Canada



Le **nouveau mode de calcul des pensions** mis en place actuellement par le gouvernement du Nouveau-Brunswick génère de nombreuses protestations. Ce **modèle de retraite « aux risques partagés »** qui prévoit notamment de désindexer les retraites et d'allonger la durée de cotisation, mais surtout instaure la **possibilité de diminuer le montant versé en fonction de l'évolution du coût de la vie** doit succéder progressivement à la LPRSP (Loi sur les pensions de retraites des services publics). Il est, selon Blaine Higgs, ministre des Finances, l'unique moyen de sauver le système actuel largement déficitaire. Une coalition « Pension coalition NB », composée de centaines de retraités du secteur public, exige un audit indépendant.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

États-Unis



Un tout récent rapport de McKinsey & Company tire la sonnette d'alarme sur **l'accélération des départs en retraite des cadres supérieurs** dans la fonction publique fédérale (SES, « Senior Executive Service »). Les deux tiers des quelque 7 000 agents du SES vont prendre leur retraite dans les cinq ans à venir, indique le rapport. Pour assurer la relève et attirer des candidats, souvent découragés par les gels salariaux et des conditions de travail difficiles, McKinsey propose la création d'un « pipeline » **qui ouvrirait les recrutements** non seulement aux agents fédéraux – comme c'est le cas actuellement – mais aussi beaucoup plus largement aux universités et au secteur privé. L'association des SES partage le constat, mais émet des réserves sur « les compétences des candidats ainsi recrutés ». Elle demande **qu'un plan à long terme soit mis en œuvre** et piloté par l'agence fédérale chargée des RH, OPM (Office of Personnel Management).

[en savoir plus](#)

Pays-Bas



Parmi les **mesures budgétaires** annoncées lors du « Prinsjesdag » (Jour du prince, le 17 septembre) par Jeroen Dijsselbloem, ministre des Finances, pour parvenir à une réduction du déficit prévisionnel de l'État pour 2014 de 3,9 à 3,3 % et mettre un terme à la récession qui touche le pays, figure, pour la première fois, **un gel des salaires dans l'ensemble du secteur public**. Les réactions de l'ensemble des partenaires sociaux et de la presse n'ont pas tardé à se faire entendre. À l'unanimité, ils précisent que cette mesure ne va faire que renforcer les clivages déjà très présents entre les différents secteurs d'activité. Une **journée nationale d'action** contre cette mesure est programmée pour le 30 novembre.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

Erratum N° 41 – juillet/août 2013

Suisse



Une initiative populaire fédérale, c'est à dire une **proposition de modification de la Constitution fédérale** ayant d'abord requis les 100 000 signatures nécessaires puis fait l'objet d'une votation populaire (ou référendum) **va être examinée par les députés**. Elle précise les principes applicables à la Confédération dans les **prestations de base qu'elle assure aux usagers de l'Administration**. Après publication de l'arrêté par le Parlement, le texte indiquera que **l'État ne vise pas de but lucratif**. Le nouveau texte prévoit aussi que les entreprises privées délégataires de service public **ne pourront pas rémunérer leur personnel** – à fonction équivalente – sur une base supérieure aux grilles de rémunération en vigueur pour les fonctionnaires fédéraux.

[en savoir plus](#)

INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : MYLÈNE ORANGE-LOUBOUTIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE
RÉDACTEUR EN CHEF : PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE : JEAN-FRANÇOIS ADRIAN, FABIEN CARDONI,
CLAIRE FARGEOT-BOLL / GENEVIÈVE RAFFAËLLI
RÉALISATION ET MISE EN PAGE : IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE

PUBLICATION MENSUELLE - ISSN 2105-0740



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
MINISTÈRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR
MINISTÈRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF
MINISTÈRE DE L'ARTISANAT, DU COMMERCE ET DU TOURISME